

**« Vies d'exil, 1954-1962.
Des Algériens en France
pendant la guerre d'Algérie »**

**Cité nationale de l'histoire de l'immigration,
9 octobre 2012 –19 mai 2013**

Annie Stora-Lamarre

Cinquante ans après la fin de la guerre d'Algérie, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration propose avec l'exposition « Vies d'exil, 1954-1962. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie », une découverte du quotidien des Algériens en France entre 1954 et 1962. L'exposition confiée à Benjamin Stora et Linda Amiri commence dans un espace vide circulaire, une rotonde très dépouillée où le visiteur voit des images de bateaux symbolisant le départ de ces exilés, ces invisibles de l'Histoire qui formèrent la population des Algériens des années 1950. On ne peut s'empêcher de rappeler dans ce lieu chargé d'histoire, né de la fusion du musée de la France d'outre-Mer et du musée de l'Homme, le rôle de ces institutions qui diffusaient dans la société civile française d'alors tout un ensemble de représentations stéréotypées des colonies françaises et de leurs populations. À la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, l'Algérien entre au musée, mais différemment tant l'altérité y est repensée d'une autre façon. Pour la première fois et dans le cadre de cette exposition, un musée national propose de mettre en lumière l'histoire méconnue de l'immigration algérienne dont les effectifs doublent de 1954 à 1962. L'ensemble varié et rarement mis en valeur des archives privées et publiques, des photographies, les sons, les témoignages inédits et les œuvres d'art qui montrent la précarité, la violence mais aussi la joie et la nostalgie de cette population fragile et démunie. Le visiteur perçoit presque physiquement l'expérience de l'exil qui se vit dans l'engagement politique, la misère des bidonvilles, la sociabilité des cafés, les contrôles et la terrible violence policière.

Qui sont les Algériens venus en France ? Comment les appeler, eux qui viennent d'un « territoire français » (l'Algérie est alors considérée comme intégrée à la Nation française) mais ne sont pas de « vrais » citoyens français, se trouvant relégués à leur condition « d'indigènes musulmans » ? Pour l'essentiel, ce sont des paysans originaires de Kabylie, mandatés par leur village et chargés d'envoyer des mandats postaux à leur famille. Des années 1920 aux années 1950, différentes organisations politiques naissent sur le territoire métropolitain. Ces formations, qui se situent à mi-chemin entre l'idée républicaine et socialiste et le sentiment d'appartenance à une identité religieuse constitueront de formidables machines à rassembler les Algériens. La politique se fait dans les baraquements du bassin minier du nord de la France ou

dans les cafés-hôtels des banlieues de la région parisienne, les hommes de Messali Hadj, le père fondateur du nationalisme algérien, sont venus à la rencontre des immigrés pour leur prêcher la « bonne parole ». Dès les années 1930, les cafés-hôtels deviennent aussi des lieux de vie et de mémoire. On y prend les nouvelles du « bled », on y écoute de la musique, on y cherche du travail et on y fait la prière du vendredi. Le sentiment national va naître de l'exil.

Leur situation juridique évoluera avec une deuxième vague d'immigration, qui arrive entre 1945 et 1954 ; ce sont les débuts de l'immigration familiale. Ces immigrés sont davantage formés que leurs prédécesseurs. Parmi eux, de nombreux ouvriers qualifiés qui investissent notamment les grands bastions de la métallurgie. Beaucoup rejoignent les syndicats, essentiellement la CGT, et s'engagent également politiquement dans la Fédération de France du Parti du peuple algérien-Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (PPA-MTLD), qui compte, avant 1954 près de 10 000 militants sur les 200 000 Algériens de France.

Les papiers exposés à l'exposition montrent que les immigrés algériens vivent la guerre d'Algérie dans le cadre d'un véritable conflit exercé contre eux visant à leur contrôle politique au moyen d'une carte d'identité obligatoire. Avec le déclenchement de la guerre d'Algérie, l'absence de spécificité du statut juridique des immigrés algériens préoccupe le ministère de l'Intérieur, désireux d'obtenir un contrôle plus systématique des « Français musulmans » résidant en métropole. Pour cela, sous prétexte de lutter contre la fraude, en particulier celle des papiers délivrés en Algérie, est tout d'abord créée une nouvelle carte d'identité française, unique et identique pour tous les Français, « musulmans » ou non, standardisée sur tout le territoire national (décret du 22 octobre 1955). Ensuite, à partir du printemps 1956, la libre circulation entre la France et l'Algérie s'arrête : ceux qui souhaitent transiter entre les deux territoires doivent en demander l'autorisation et présenter leur carte d'identité française, ce qui concerne au premier chef les « Français musulmans » immigrés en métropole. Grâce à cette imposition de la carte d'identité, les services préfectoraux parviennent à mieux contrôler les Algériens immigrés, constituant un fichier à partir de l'enregistrement des demandes de cartes, d'autant que cette gestion est prise en charge par le service d'assistance technique chargé de la surveillance politique des Algériens à partir d'avril 1959.

Les camps d'internements sont créés à partir de 1957. Il suffit d'un arrêté du ministre de l'Intérieur pour y être envoyé. Le 7 octobre 1958, une ordonnance permet d'interner en France « les personnes dangereuses » pour la sécurité publique en raison de l'aide matérielle directe ou indirecte qu'elles apportent aux rebelles des départements algériens. Le recours à l'internement désormais facilité, les camps se multiplient et aux camps de Vadenay dans la Marne et de Saint-Maurice-l'Ardoise dans le Gard s'ajoutent ceux de Thol dans l'Ain et du Larzac dans l'Aveyron. Près de 6 000 hommes peuvent y être détenus. Cette violence politique culminera dans la nuit tragique du 17 octobre 1961, où périrent de nombreux Algériens en plein Paris.

Les fonds photographiques, les reportages, le précieux témoignage de Monique Hervo

qui s'est « établie » au bidonville de la Folie Nanterre en août 1959 avec une équipe du Service civil international (SCI), montrent la violence sociale qui s'est exercée dans les bidonvilles de Nanterre. Les premières familles sont arrivées au milieu des années 1950. En 1961, 2 000 Algériens célibataires qui se trouvaient isolés ont déjà été relogés dans des foyers Sonacotra et quelque 800 familles ont été réparties dans la dizaine de bidonvilles de cette commune de la banlieue rouge. Les baraques des familles et celles des ouvriers célibataires sont séparées. Les familles ont construit ou acheté leur bicoque, tandis que les célibataires louent un lit dans une chambrée. Les premiers venus s'étaient établis sur de vastes terrains, à proximité des fontaines installées dans l'entre-deux-guerres pour les maraîchers et les chiffonniers, mais la situation se dégrade à mesure que le nombre d'habitants augmente. Les terrains sont envahis par la boue qui stigmatise les habitants en collant à leurs chaussures ; les fontaines qui ne fonctionnent plus sont remplacées au compte-gouttes et avec réticence par la municipalité, obligeant les habitants à faire la queue durant parfois deux heures pour remplir leurs bidons. Certains bidonvilles sont néanmoins mieux équipés, bénéficiant de puits et d'un peu d'électricité grâce à des branchements sauvages. Ces lieux de misère étaient placés sous haute surveillance, au même titre que la Goutte d'Or, ils étaient alors identifiés comme des bastions de la guerre d'indépendance algérienne, *Le Figaro* allant jusqu'à les qualifier de « médinas ». Pour réprimer les activités du FLN en région parisienne, une brigade de harkis est créée en novembre 1959. Celle-ci intervient à plusieurs reprises dans les bidonvilles de Nanterre en 1960 et 1961, se livrant à des pillages et des exactions. Les bidonvilles ne seront résorbés qu'en 1971 et leurs habitants relogés dans des cités de transit.

Les femmes algériennes sont présentes dans l'exposition. Elles apportèrent avec elles les produits de la tradition culinaire algérienne pour cuisiner des plats du pays comme le fameux couscous qui apparaît dans les articles de presse et sur les photographies dans les années 1950. Face à l'isolement, les familles ont renforcé le rôle de l'islam traditionnel des premières vagues d'immigration, un islam malékite imprégné de coutumes, qui est alors majoritaire en métropole. C'est d'abord un islam de pauvres à l'image de la précarité résidentielle, à une époque où l'on parle de la clochardisation des Algériens de Paris. L'enjeu est de préserver les rituels et les coutumes d'une vie communautaire, les valeurs d'origine qui permettent aux membres d'un même groupe de se reconnaître, de cultiver un jardin secret dans l'attente du retour au pays. Le lieu de la pratique religieuse apparaît comme un sanctuaire de la mémoire. Plus qu'un lieu de culte, la mosquée est une maison communautaire où s'est nouée des réseaux de solidarité, et elle a pris d'abord une vocation de proximité.

Bien que peu nombreuses, les femmes jouèrent aussi un rôle tant dans l'organisation politico-administrative que dans le syndicalisme étudiant. Leur présence fut particulièrement visible dans l'organisation de la manifestation du 17 octobre 1961. « Le pogrom officiel du 17 octobre 1961 », selon l'expression de l'historien Pierre Vidal-Naquet, les a exposées à la répression au même titre que les hommes : Fatima Bedar, collégienne de 15 ans, fait partie des victimes. À la veille de l'indépendance, le

comité fédéral accepta de créer une organisation exclusivement féminine. Initié par des militantes algériennes de la Fédération de France du FLN, ce projet ambitionnait de dispenser des cours d'alphabétisation et une formation politique aux femmes issues de l'immigration.

L'exposition attire l'attention sur la vie culturelle et artistique de l'immigration algérienne. L'Algérien n'est pas simplement ce travailleur solitaire qui longe les allées des cités ouvrières. Il apporte dans ses bagages des fragments de poésie ou des notes de musique du pays quitté. Depuis l'entre-deux-guerres, les artistes algériens participent à la vie culturelle métropolitaine. Ils y trouvent des écoles artistiques d'excellence, des maisons d'édition attentives à leurs talents et un public algérien nombreux. Les cabarets orientaux attirent eux essentiellement des Européens, tandis que les cinémas, le théâtre populaire et la chanson disposent d'une audience attentive chez les immigrés. Cette vie culturelle se lit dans les affiches de l'exposition où l'on entend le témoignage de la danseuse Sherazade qui se produisait au cabaret El Djazaïr où elle portait de somptueux costumes de perle. Les archives sonores donnent à entendre Kateb Yacine (1929-1989), qui explique comment, durant sa détention, il a lu et relu les grands textes poétiques de Baudelaire, Lautréamont, Rimbaud, ainsi que les tragédies antiques de Sophocle, Eschyle, Euripide et comment, même après l'indépendance, le dramaturge restera hanté par les séquelles de la colonisation. C'est ainsi qu'il délaissa le genre romanesque pour embrasser le genre dramatique. De cette expérience théâtrale en langue dialectale naïtra la pièce *Mohamed prends ta valise*, jouée par l'Action culturelle des travailleurs, association et troupe de théâtre fondées par Kateb Yacine en 1970 dans des lieux aussi improbables que les usines, les places de marché ou les foyers d'immigrés.

Les artistes français et algériens sont restés face à la guerre des témoins lucides et vigilants qui ont uni leurs efforts pour faire une place au sort des Algériens dans le champ des représentations. Ils viennent de milieux politiquement engagés, en particulier les communistes. André Fougeron, peintre en vue, ancien résistant, a décidé de porter le fer dans la plaie. En 1953, il peint les Nord-Africains aux portes de la ville. Ce tableau est envoyé au printemps 1954 au Salon des peintres témoins de leur temps, dont le thème est « l'homme dans la ville » ; le peintre montre les conditions misérables de logement des travailleurs nord-africains, à l'écart de la ville, comme si elle ne voulait pas d'eux. On peut voir la saisissante toile de Bernard Lorjou *Le Croque-Mort du Rond-Point* où le peintre se gausse de la collecte organisée par *Le Figaro* en faveur des soldats en peignant un jeune homme à califourchon sur un bouc dont les traits sont altérés comme s'il portait déjà le masque de la mort. En jeu de miroir, le livre d'Henri Alleg, *La Question* (1958) eut, en dépit de la censure, d'immenses répercussions sur l'activité militante des intellectuels et de tous les groupes qui dénoncent les déviances de la guerre coloniale. *La Question* et *Le Supplice de Djamila*, deux plongées dans ce terrible face-à-face du bourreau et de celui qui résiste à l'anéantissement.

Originaire de Constantine, j'ai vu avec beaucoup d'émotion qu'était exposée la toile du peintre Jean Atlan qui fut à Constantine l'ami de mon père Élie Stora. La biographie de Jean Atlan rappelle qu'il fut célèbre dès son entrée en peinture, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sa peinture est aux antipodes de l'orientalisme, mais porte en elle un substrat culturel, un imaginaire, un univers de formes qui jaillissent dans son œuvre, rappelant l'abstraction lyrique de l'École de Paris, alors qu'elle relève sans doute d'autres référents. Devenu peintre après avoir enseigné la philosophie à Paris, Atlan se revendiquait comme juif berbère. Militant trotskiste et anticolonialiste dans les années 1930 à Paris, résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, puis interné psychiatrique après son arrestation, Atlan se voue tout entier à la peinture jusqu'à sa maladie fulgurante et sa mort brutale en 1960.

Chronologiquement le parcours de l'exposition s'achève par le terrible soir du 17 octobre 1961 où les Algériens de la région parisienne manifestent pacifiquement contre le couvre-feu imposé par le préfet de police de Paris, Maurice Papon. En sept ans de guerre, c'est la première fois qu'une telle manifestation est organisée par le FLN. Venant de banlieue, les Algériens convergent calmement vers le centre de Paris aux cris de « Vive l'Algérie indépendante », mais, à plusieurs endroits de la capitale, la police charge, entraînant un déchainement de violence inouïe qui entraîna la mort de plusieurs dizaines de personnes, toutes algériennes, et l'arrestation de 11 538 manifestants. Ce massacre colonial du 17 octobre 1961 a été qualifié de « pogrom » par l'historien Pierre Vidal-Naquet», et ce dès l'automne 1961.

Au total, une superbe exposition pleine d'intelligence et d'émotion qui m'a renvoyée fortement à la mémoire de ma terre natale l'Algérie que j'ai reçue en partage avec les Algériens de France sur fond de guerre dans une trame historique différente.